

Mémoires foyalaises

LIVRET 2
LA "POLITIQUE DE LA VILLE"
POUR RÉDUIRE LES INÉGALITÉS



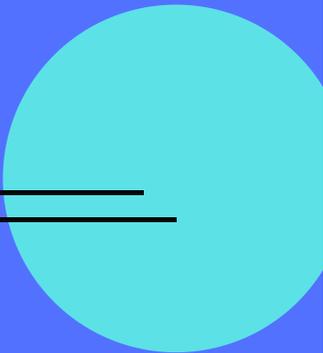
Ville Caraïbe

**CENTRE DE RESSOURCES POLITIQUE DE LA VILLE
DE MARTINIQUE (CRPV)**



Sommaire

Ville Caraïbe et les mémoires foyalaises	Page 3
La politique de la ville ?	Page 5
Les quartiers populaires foyalais	Page 7
Politique d'amélioration de l'habitat	Page 9-11
Les grands chantiers d'aménagement	Page 12-15
Au plus près des habitants	Page 16
La politique de la ville aujourd'hui	Page 18-20
Les dates importantes	Page 22
Les sources utilisées	Page 24



Présentation du cadre

VILLE CARAÏBE ET LES
MÉMOIRES
FOYALAISES



Plans : Gustavo TORRES

Ville Caraïbe

MÉMOIRES FOYALAISES

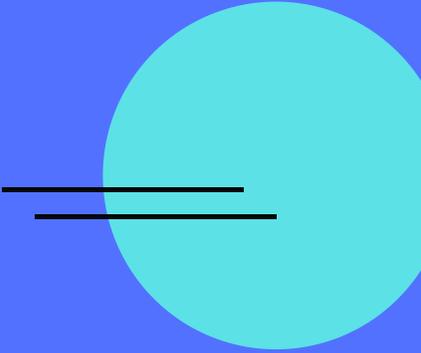
CRPV de Martinique, Ville Caraïbe a pour missions de :
Diffuser les connaissances et les retours d'expériences ;
Favoriser la montée en compétences des acteurs ;
Animer les réseaux et faire de l'accompagnement sur site, sur les villes de Sainte-Marie, le Robert, le Lamentin et Fort-de-France.

C'est dans le cadre de ses missions et du contrat de ville que le Centre a travaillé sur les mémoires des quartiers populaires de Fort-de-France, afin de :

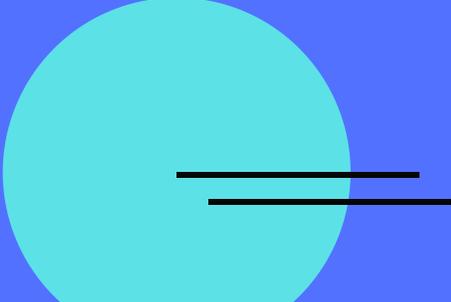
- Recueillir la parole et valoriser les parcours de vie des habitants ;
- Étudier l'apport de ces quartiers, souvent stigmatisés, au développement de la ville ;
- Considérer, parallèlement, les politiques publiques qui ont accompagné l'évolution de ces quartiers.

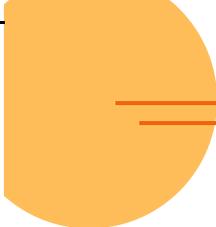
Dans ce livret :

La politique de la ville



La politique de la ville ?





A l'origine, une politique pour les banlieues hexagonales

DES CITÉS DÉGRADÉES

A partir des années 50, la France construit des cités pour répondre aux problèmes de logement. Construites dans l'urgence, marquées par un urbanisme de barres et de tours, elles s'abîment très vite.

En 1977, est lancée la procédure "Habitat et Vie Sociale" (HVS) pour tenter de pallier à la dégradation physique de 50 grandes cités dans les régions hexagonales.

ACCUMULATION DE PROBLÈMES SOCIAUX

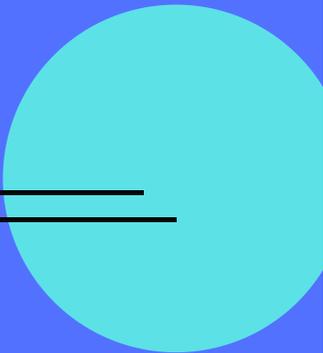
Suite aux dégradations, les 1ers locataires partent, et les cités sont confrontées à des problèmes sociaux.

Le gouvernement, récemment élu en 1981, comprend, qu'au-delà de l'habitat, un accompagnement social est nécessaire, et finance le DSQ (Développement Social des Quartiers) qui associe la démarche sociale à l'urbain.

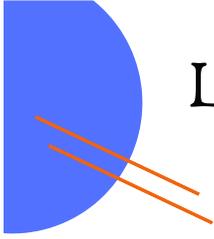
SOLIDARITÉ POUR LES QUARTIERS

La politique de la ville désigne donc, à l'origine, un ensemble d'interventions, de mesures et d'actions de l'État en partenariat avec les collectivités, pour réduire les inégalités entre territoires (quartiers, communes...).

Cette politique a pour but d'améliorer les conditions de vie des habitants, des zones urbaines, considérées comme les plus pauvres.



*Les quartiers populaires
foyalais*



La question urbaine et sociale à Fort-de-France

QUARTIERS D'HABITATS SPONTANÉS

Durant les années 50, la population foyalaise augmente de près de 40 000 habitants en 13 ans.

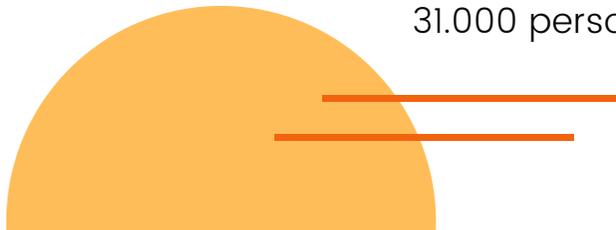
Ces familles, issues de l'exode rural, construisent alors des habitats de fortune sur certains lots de terre de propriétaires privés (ex: terrain Paupulo ou Anin), auxquels ils doivent tout de même reverser un loyer. Une pratique qui s'est étendue aux terrains municipaux et à ceux de l'État (50 pas géométrique).

C'est ainsi que naissent les quartiers dits d'habitats spontanés (ex: Trénelle, Volga-plage, Texaco etc.).

DES POBLÈMES D'INSALUBRITÉ

Construits par nécessité, ces quartiers ne bénéficient pas des réseaux, notamment d'assainissement ; et les successions et reconstructions multiples sur la même parcelle, entraînent une forte densification.

On compte ainsi, à Fort-de-France, dans les années 80, plus de 8.000 logements insalubres, abritant près de 31.000 personnes.





Le renouvellement urbain

AMÉLIORATION DE L'HABITAT :
QUAND LA POLITIQUE DE L'ÉTAT
RENCONTRE LE PROJET MUNICIPAL

A la conquête des quartiers...

TEXACO : L'INVENTION D'UNE APPROCHE

Né dans les années 60 sur les terrains autour de l'aire de stockage de la société des pétroles, Texaco se caractérise par : des différences de taille et de solidité des maisons ; une forte densité ; une insalubrité des maisons et de l'environnement (remblais, ravines) et les faibles moyens des habitants.

Au début des années 80, Texaco c'est 800 habitants et 205 logements, dont 76 % insalubres.

L'équipe de la SEMAFF, menée par le géographe-urbaniste S. Letchimy, porte l'opération de réhabilitation, avec comme principes :

- Le maintien des familles sur le quartier, pour **préserver la cohésion de la communauté.**
- La **concertation et l'association des habitants** au projet.
- Le fait de **considérer l'habitat auto-construit en bon état comme un habitat viable** et procéder uniquement à la mise aux normes en termes d'hygiène.
- **Ne pas se soucier de la "rentabilité"** de l'opération.

Avec 100 logements démolis, 75 logements nouveaux, 80 logements réhabilités ; plus la création d'une voirie de desserte, l'endiguement de la ravine et la création d'un réseau d'escaliers, Texaco devient le lieu de création d'une méthode adaptée à Fort-de-France, avec les outils du renouvellement urbain de l'État.

CANAL ALARIC

Quartier situé à proximité du Port, caractérisé dans les années 80 par une population jeune, une forte densité et une majorité de logement à 90% insalubre.



Canal Alaric Avant/Après



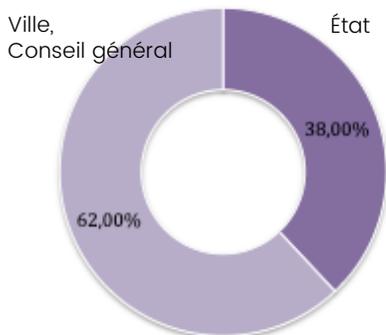
Sa réhabilitation nécessitera :

- l'acquisition de foncier pour dédensifier,
- des travaux d'amélioration de l'habitat,
- l'endiguement de la ravine, tout en aménageant un chemin de halage pour les pêcheurs.

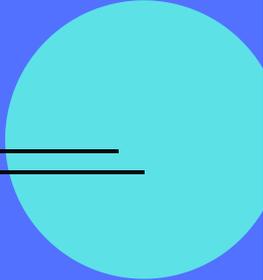
70% des familles seront relogées sur place et seuls 27 logements sur 165 seront laissés en l'état.

VOLGA PLAGE

Construit sur les 50 pas géométriques, Volga comptait 1200 logements, majoritairement en bon état, avec des poches d'insalubrité. Les moyens financiers disponibles ne permettent pas une opération de la même ampleur que sur d'autres quartiers. **Le coût de l'opération est tout de même de 60 millions de Francs (env 10 million d'€).**



La stratégie fut de démolir les logements les plus insalubres (env 10% - ex: site Coco l'Échelle) et de reloger les familles sur place, dans du HLM ou dans du Logement Évolutif Social (L.E.S).



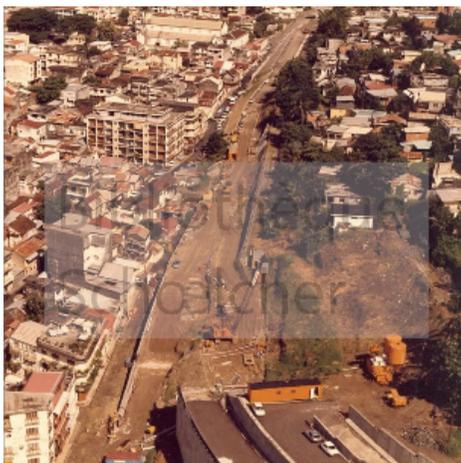
Le renouvellement urbain

DEUX PÉRIODES DE GRANDS
CHANTIERS D'AMÉNAGEMENT

Les années 90 : Ouvrez les grands travaux!

Financés majoritairement par la Ville, le Conseil Général et l'État, au titre du Fonds d'Aménagement Urbain (FAU), sont lancés, au cours de cette première période, de grands travaux structurants.

LA NAISSANCE DE LA ROCADE

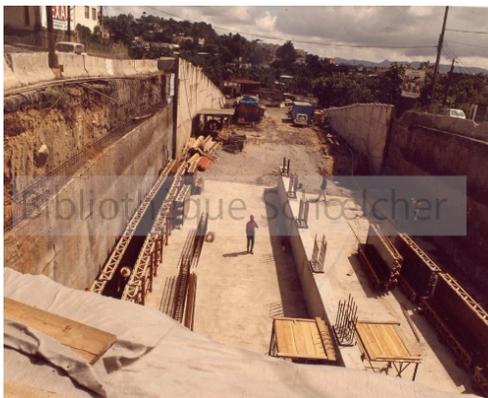


Tronçon Trénelle
Archives départementales - Bibliothèque
Schoelcher - Série : La Rocade 1989
fotos : Philippe BASTIN

Elle coûtera 700 Millions de Francs (env 108 Millions d'€) pour 6 km, de Pointe des nègres à Dillon, en passant par les flancs du morne de Trénelle et le tunnel creusé près de la maternité.

Afin de désengorger le centre-ville, à partir de 1989 sont créés 1 500 places de stationnement en entrée de ville, avec la construction des parkings Silo et Simon.

De plus, sont lancés les travaux de réalisation de la Rocade.



Creusement tunnel souterrain
Maternité de redoute

Les années 90 : Ouvrez les grands travaux!

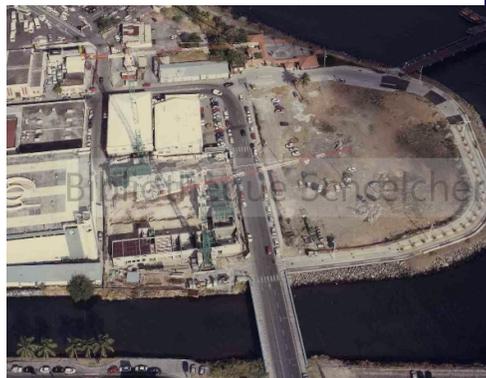
L'ÉQUIPEMENT: MOTEUR ÉCONOMIQUE

Les objectifs identifiés dès la fin des années 80 sont :

- Relancer l'animation de la ville après 20h
- Augmenter les revenus fiscaux de la ville
- Capitaliser sur l'activité de croisière

Plusieurs projets sont créés, dont celui de **ZAC de la Pointe Simon**:

Nouvel espace économique, d'animation culturelle et commerciale pensée en lien avec le terminal de croisière initié par la CCIM.



Pointe Simon 1999 (Philippe Bastin) vs
Pointe Simon 2019



D'autres équipements viennent compléter
le GRAND PROJET DE VILLE :
construction d'un stade international (stade Alikér)

- La création de la ZAC de Rivière Roche
- La création du Village artisanale de Kerlys
- La rénovation du Grand Marché
- L'aménagement de "l'Ilot du port" (sous Hauts du Port, entré de ville, Immeuble Cascade etc.).

2003-2014: Le PDRU

Projet de Développement et de Rénovation Urbaine

La seconde période, lancée après la création de l'ANRU (Agence Nationale de Rénovation Urbaine), est celle du Projet de Développement et de Rénovation Urbaine initié par l'État

REDYNAMISATION DE LA VILLE BASSE

Entre 2003 et 2014, les fonds du PDRU vont permettre la rénovation d'équipements structurants : la Savane, le Malecon, la Rue piétonne etc., avec un accent sur la sécurité (éclairage, médiateurs etc.).

Les objectifs sont :

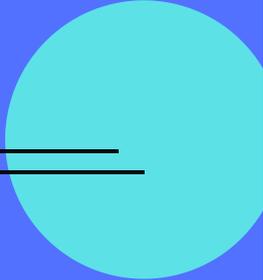
D'augmenter la fréquentation de la ville par les habitants eux-mêmes - Ex : Espace enfants/familles au Malecon, kiosques sur la Savane ;

De favoriser un regain économique - Ex : Centre Cour Perrinon ;

De relancer l'intérêt des sociétés de croisière.

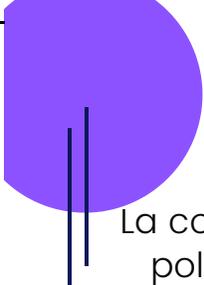
ET TOUJOURS L'HABITAT

- Des logements sont construits sur la ville basse pour la repeupler.
- Parallèlement, des travaux d'aménagement à Rive-droite et de désenclavement à l'Ermitage sont réalisés.
- Puis, des travaux de résidentialisation, de mise à niveau des réseaux et de réparation d'équipements (écoles, équipements sportifs) sont mis en oeuvre sur les quartiers Floréal et Dillon.



La cohésion sociale

LE PILIER DE L'ACTION
DE PROXIMITÉ



Au plus près des habitants

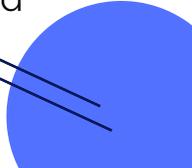
La cohésion sociale est devenue un sujet central de la politique de la ville. Ses outils sont d'ailleurs, depuis, utilisés, au-delà des quartiers prioritaires :

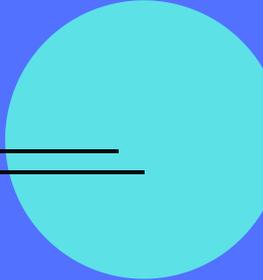
- Son action sur l'éducation, fait apparaître les ZONES D'ÉDUCATION PRIORITAIRES (ZEP) ;
- Sa réflexion sur la prévention de la délinquance favorise le déploiement de la MÉDIATION SOCIALE et crée les Conseils communaux de prévention de la délinquance, ancêtres des actuels CLSPD (CONSEILS LOCAUX DE SÉCURITÉ ET DE PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE) ;
- Elle est aussi à l'origine des MISSIONS LOCALES, créées pour favoriser l'insertion des jeunes.

LA PÉRIODE CUCS - Contrat Urbain de Cohésion Sociale - (2007-2014) a permis d'axer l'action sur l'accès à l'emploi et le développement économique, la réussite éducative, la citoyenneté, la prévention de la délinquance et la santé.

C'est plus de 13 millions d'euros qui ont été investis par l'État et la Ville sur 8 ans, pour l'accompagnement social des quartiers foyaux.

LES ASSOCIATIONS sont les acteurs principaux de l'action de cohésion sociale : agissant en ayant, à la fois, la connaissance du terrain, la proximité avec les habitants et la connaissance des objectifs de la politique publique.





*Aujourd'hui, la politique de
la ville à Fort-de-France*

CONTRAT DE VILLE
2014-2022

Aujourd'hui....

La loi Lamy de 2014 réforme la politique de la ville. Les nouveaux critères désignent les Quartiers Prioritaires de la politique de la Ville (QPV) pouvant bénéficier des financements complémentaires.

LA GÉOGRAPHIE PRIORITAIRE DEPUIS 2014

Pour la Martinique, les critères sont :

- Communes de plus de 15 000 habitants
- Quartiers d'au moins 1 000 habitants avec une densité de 2 000 hab/Km²
- Un revenu moyen du quartier inférieur au niveau médian calculé par l'INSEE



- 1 -VOLGA-PLAGE
- 2-GRAND SAINTE-THÉRÈSE : Bon Air, Ste Thérèse, Renéville
- 3-HAUTS DE DILLON - RIVIÈRE ROCHE
- 4-QUARTIERS OUEST
Berges Debriland,
Citron, Trénelles,
Terres Sainville, Rive Droite, Texaco,
Centre Ville, Ravine Bouillé

Aujourd'hui...

LE CONTRAT DE VILLE

Signé en 2015 par 17 partenaires, il s'organise autour de 4 piliers :

Cohésion sociale : lien social et intergénérationnel, jeunesse, lutte contre le décrochage scolaire, éducatif et social...

Renouveau urbain : habitat, cadre de vie

Développement économique et emploi

Valeurs de la République et citoyenneté : Refuser les comportements qui remettent en cause le vivre ensemble

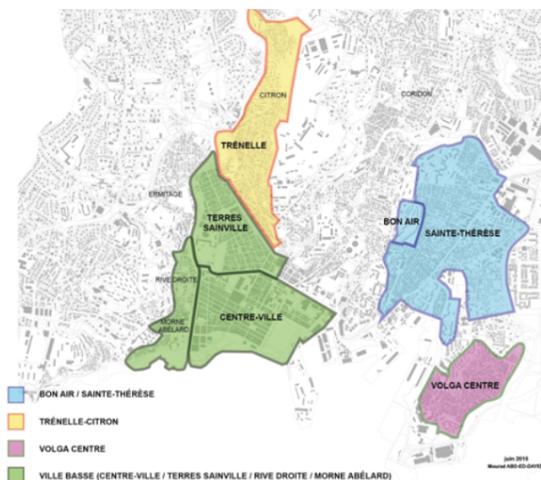
L'APPEL À PROJETS ANNUEL

Chaque année, le contrat de ville lance un appel à projets. Celui-ci permet le financement de centaines de projets sur les quartiers et/ou en faveur des habitants des quartiers : comme la lutte contre l'illettrisme, des activités sportives, la création de jardins partagés etc.

LES CONSEILS CITOYENS

La loi de 2014 crée les conseils citoyens. Composés d'habitants volontaires ou tirés au sort et d'acteurs du quartier - entreprises, associations, etc. - Ce conseil, autonome et sans attache politique, doit participer à toutes les décisions prises pour le quartier.

LE NOUVEAU PROGRAMME NATIONAL DE RENOUVÈLEMENT URBAIN (NPNRU)



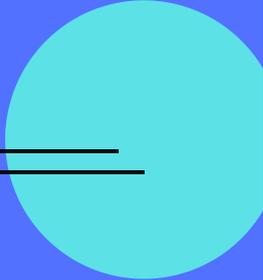
Lancé en 2014, pour une période de 10 ans, il concerne 4 zones focales. Le protocole, finalisé en décembre 2019, a pour objectif de renforcer l'attractivité de la ville et de poursuivre la transformation des quartiers.

BON AIR, L'ÉCO QUARTIER

La cité BonAir venait, en 1965, "résoudre" le problème du relogement des familles déplacées lors de l'assainissement du Morne Pichevin (actuel Hauts du Port). La copropriété s'est vite dégradée, créant un besoin de programme de résorption d'Habitat indigne.

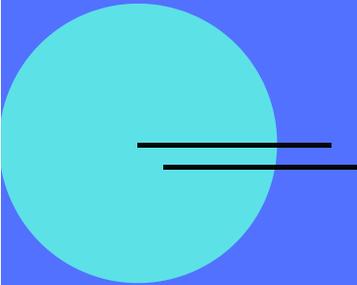
La démolition des bâtiments, débutée en 2016, et la construction d'un éco quartier de 500 logements (à partir de 2021), constituent le plus gros projet d'habitat collectif de Fort-de-France pour les années à venir.

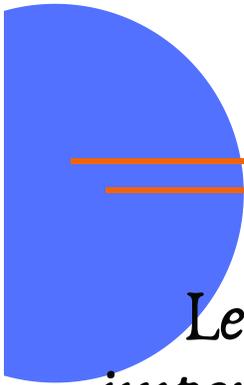
C'est **344 ménages qui ont déjà été relogés et 20 millions d'euros de travaux à prévoir**, pour une démarche devant respecter des règles environnementales importantes pour un quartier écologique moderne.



*Quelques repères
historiques...*

D'UNE POLITIQUE
PUBLIQUE
PARTENARIALE





Les dates importantes

1977 - 1981 - HABITAT ET VIE SOCIALE

Objectif : Réparer les cités âbimées .

1982 - DÉVELOPPEMENT SOCIAL DES QUARTIERS

La politique sociale s'ajoute à la politique urbaine .

1984 - FORT-FRANCE ENTRE EN POLITIQUE DE LA VILLE

La politique doit être adaptée aux problématiques du territoire .

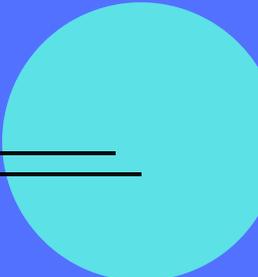
13 MAI 1991 LOI DE SOLIDARITÉ ENTRE LES COMMUNES

Instaurer une solidarité entre les communes riches et les communes plus pauvres .

ANNÉES 90 - LA POLITIQUE DE LA VILLE ACCOMPAGNE LE PROJET URBAIN DE LA MUNICIPALITÉ

2014 - RÉFORME DE LA POLITIQUE DE LA VILLE

Le contrat de ville est signé en 2015 .



Les sources utilisées

SOURCES ORALES
ET ARCHIVISTIQUES

Les sources utilisées :

ARCHIVES

ICONOGRAPHIQUES

Archives départementales de
Martinique

**BULLETINS DE
CENADDOM**

Archives départementales de
Martinique

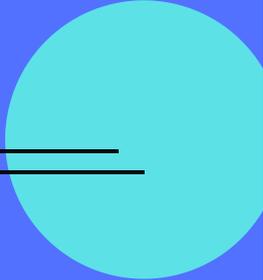
REVUE

"URBANISME"

Archives municipales de
Fort-de-France

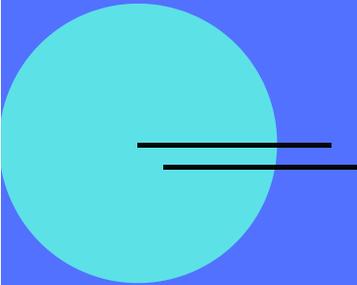
SITE INTERNET

CGET, ORIV, ADUAM,
DEAL

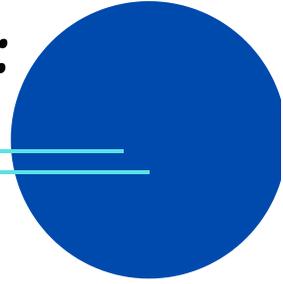


Où nous trouver ?

VILLE CARAÏBE :
CONTACT ET
ADRESSE



Contact de Ville Caraïbe :



ADRESSE

36 bd Amilcar Cabral
97200 FORT-DE-FRANCE

TÉLÉPHONE

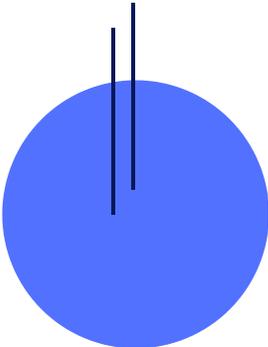
0596 68 64 52

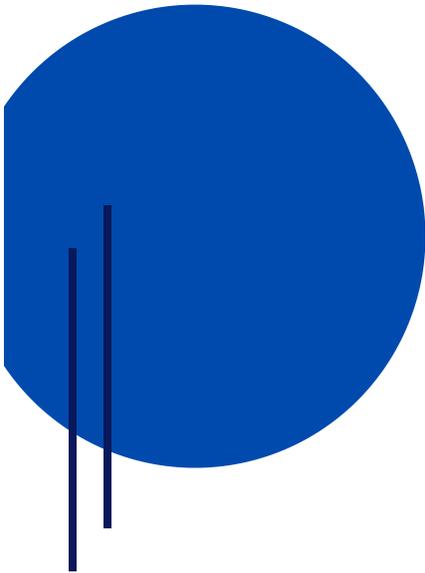
EMAIL

contact@villecaraibe.com

FACEBOOK

Ville Caraïbe





ANNÉE 2019 | IMPRIME EN MARTINIQUE



© Copyright Ville Caraïbe

**CENTRE DE RESSOURCES POLITIQUE DE LA VILLE
DE MARTINIQUE (CRPV)**